

Cohésion sociale et projets territoriaux de DD

Céline Braillon

Commissariat général au DD/
Bureau des territoires

ORIV - Strasbourg, Nancy

10 et 11 janvier 2013



Crédit photo : Arnaud Bouissou/MEDDE

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Pour un renouveau des projets territoriaux de DD par la cohésion sociale

- **Un atelier national : objectifs, composition, méthode de travail**
- **Les principaux résultats**
- **Les suites.....**



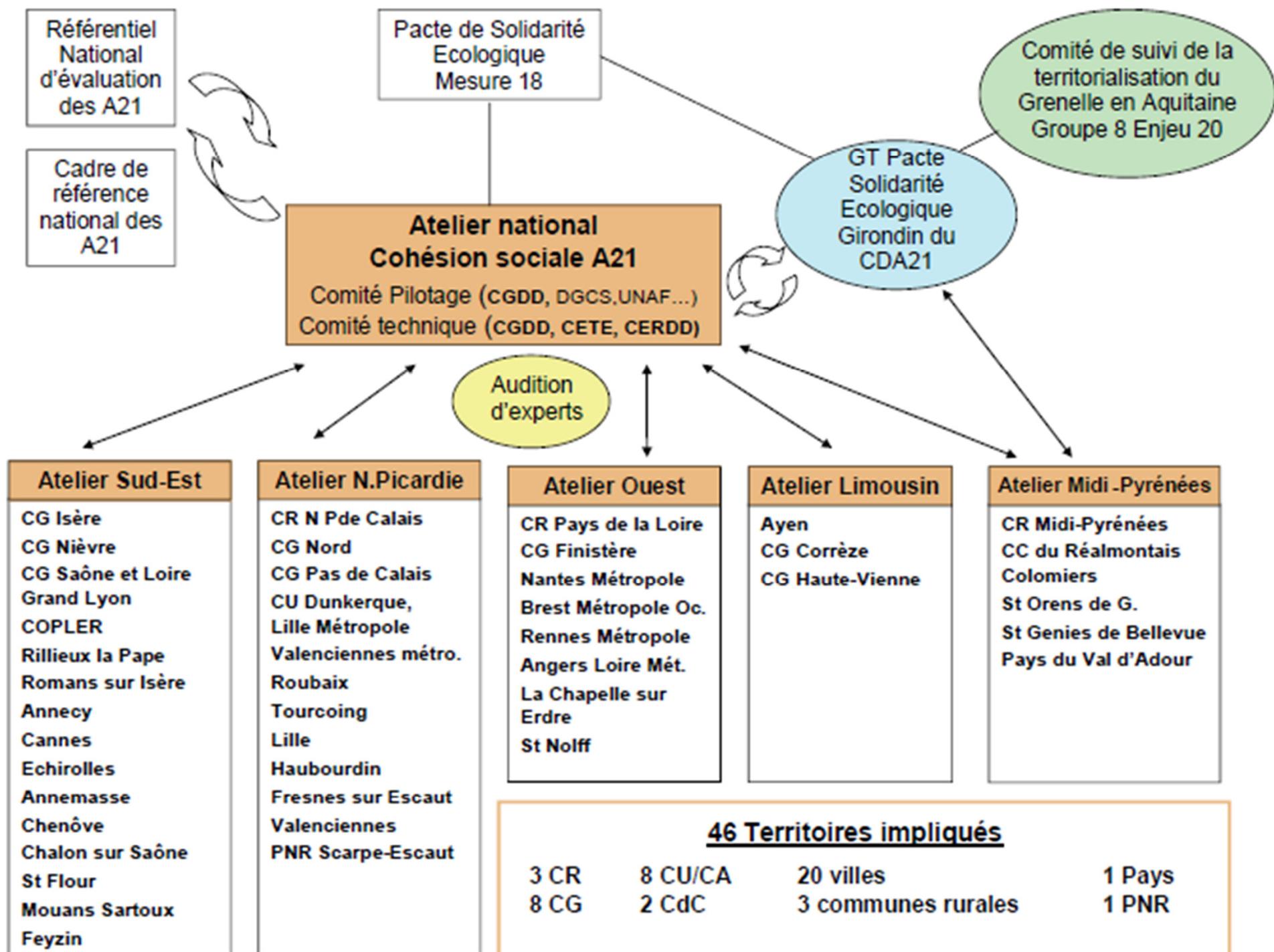
Les raisons....

- **Le contexte institutionnel : les finalités du Cadre de référence national des A21 ; le Référentiel d'évaluation des A21....**
- **Le contexte sociétal : des territoires réceptacles des inégalités sociales et écologiques.**
- **Une opportunité : le réseau des collectivités reconnues Agendas 21 comme lieu de débat**

Objectifs de l'atelier national « cohésion sociale et A21 »

- contribuer à une réflexion commune sur la vision stratégique des Agendas 21 et projets territoriaux de DD en matière de cohésion sociale
- échanger avec les collectivités et territoires autour d'éléments repères et d'exemples concrets
- capitaliser et valoriser les expériences et innovations des agendas 21 locaux
- créer un dialogue entre les cultures professionnelles
- être force de propositions vis-à-vis des politiques publiques





Le séminaire collaboratif



Les constats...

- **Difficultés communes aux politiques sociales et de DD :** manque de transversalité,, difficulté d'articulation des échelles de territoire, trop grande diversité d'outils...
- **Difficultés spécifiques :** des politiques sociales orientées vers l'urgence, la réparation, la visée stratégique du DD pas suffisamment perçue par les élus et la hiérarchie administrative des collectivités, le DD encore trop perçu par l'entrée environnementale
- **A partager :** des vulnérabilités économiques et sociales auxquelles s'ajoutent des vulnérabilités relationnelles et identitaires dans un contexte de vulnérabilités écologiques...

Les inégalités écologiques

Quatre approches (CSTB) :

- **Les inégalités écologiques entre territoires**
- **Les inégalités d'accès à l'urbanité**
- **Les inégalités d'exposition aux nuisances et aux risques**
- **Les inégalités dans la capacité d'action des citoyens**

Les inégalités sociales et écologiques

- **Inégalités face aux risques : environnement dégradé, pollutions, étalement urbain.. impacts sur la santé, les conditions de vie.**
- **Engendrées par les politiques environnementales : efficacité environnementale, taxes...**
- **Engendrées par les politiques sociales : étalement urbain, implantation de l'habitat social...**

Là où il est question de cumul des inégalités (handicaps) et d'action publique compensatrice, de capacité d'adaptation préventive à développer pour des territoires robustes....



Des mots précis pour se comprendre...

Un développement durable, équitable pour tous : l'accès aux services essentiels et aux droits pour tous, le refus des développements séparés et du creusement des inégalités, la conciliation entre échéances à court, moyen et long terme, l'évolution nécessaire des pratiques de consommation et de consommation, la participation de tous à l'appropriation par tous du DD ».

extrait rapport Mission « transformation des modes de vie, des comportements, de la consommation » PSE

Des mots précis pour se comprendre...

La définition de la cohésion sociale par le Conseil de l'Europe :

« la cohésion sociale d'une société moderne se définit comme la capacité de la société à assurer de façon durable le bien-être de tous ses membres, incluant l'accès équitable aux ressources disponibles, le respect de la dignité dans la diversité, l'autonomie personnelle et collective et la participation responsable. »

un plaidoyer pour renouveler les agendas 21 et projets territoriaux de DD

Cinq messages-clés :

- **Changer de modèle pour vivre ensemble autrement**
- **S'appuyer sur les ressources locales et réinvestir l'environnement social de proximité**
- **Vivre la complexité dans son quotidien d'élu, de professionnel**
- **Mobiliser largement pour « mieux vivre ensemble »**
- **Evaluer collectivement notre bien-être, nos richesses**

Changer de modèle pour vivre ensemble autrement

- **Une responsabilité collective renouvelée : de la société civile, des élus, de l'Etat**
- **Vers un nouveau contrat social : la réaffirmation de la valeur du collectif, la recherche d'une identité commune, la diversité culturelle, le sentiment d'appartenance à une communauté de vie...**
- **Pour une responsabilité sociétale des territoires**

« La complémentarité entre les démarches A21 et cohésion sociale permet de dépasser les limites propres à chacune et de les intégrer dans une démarche de progrès sociétal vers la coresponsabilité sociétale pour le bien-être de tous, générations futures incluses ».

Pour l'élu :

« Changer de modèle par le mieux vivre ensemble »

Pour l'habitant :

Que faites-vous, Monsieur le Maire pour que mes enfants mangent les produits de Monsieur Serge, l'agriculteur de la commune ? ».



Issues du Jeu de rôles séminaire collaboratif 4/5 juillet 2012

« Je suis confortée dans l'idée que les collectivités locales, plus particulièrement les communes qui sont en plus proches des habitants/citoyens, sont de véritables leviers pour tenter de modifier l'approche verticale et segmentée des politiques nationales.

La nécessité de travailler en transversalité pour répondre aux besoins des usagers (avec néanmoins le frein des délégations segmentées des élus mais on arrive assez souvent à surpasser ce frein) pourra je l'espère, inspirer les choix nationaux ».

Issues des idées force émises à la fin du séminaire collaboratif 4/5
juillet 2012

S'appuyer sur les ressources et réinvestir l'environnement social de proximité

- **« Construire un projet de DD qui nous ressemble » : cartographier les ressources territoriales, développer des emplois non délocalisables.....**
- **Créer des centres de responsabilités collectives : « des lieux de vie dans la proximité, en coopération inter territoriale comme lieux de résistance aux crises »**
- **Développer le lien social, les solidarités de voisinage et entre générations.**

« je repars avec l'idée que, dans ma collectivité, l'idée suivante sera reprise : notre vie s'invente et se construit ici. »

Idée force séminaire collaboratif 4/5 juillet 2012

La Communauté de Communes du Réalmontais a fait de l'objectif du maintien de la cohésion sociale « la » finalité de son projet territorial de développement durable, selon son Directeur Général des Services, qui a porté la démarche dès la création de l'intercommunalité en 2002. « Il s'agit de regarder, de prendre en compte comment les personnes sont et vivent dans [leur] territoire pour comprendre ce qui pèse sur ce territoire, quelles en sont les spécificités, afin d'en tirer les problématiques de Cohésion Sociale»



Rapport GT Midi-Pyrénées 06/2012

Vivre la complexité dans son quotidien d'élu, de professionnel

- Traduire l'approche systémique du DD dans les cultures politiques et professionnelles : du stratégique au concret.
- Au delà des organigrammes : l'hybridation des pratiques professionnelles
- Mener des travaux communs : lesquels ? Comment ?
- L'urgence et le temps long : comment les concilier ?

Vivre la complexité dans son quotidien d'élu, de professionnel

***Proposition N° 7 : les élus, clé de l'articulation entre
développement***

durable et cohésion sociale

Alors que les techniciens du champ social et du développement durable partent chacun de leurs dispositifs, leurs partenaires, leurs objectifs, leur interaction, leur travail en commun passera très probablement par la compétence des élus, qui consiste justement à articuler les dispositifs, à mobiliser les citoyens, à traduire d'un processus à un autre des objectifs publics.

Rapport GT Sud-Est juin 2012

« Pour l'élu : Pour relever le défi du 21ème siècle et les profondes mutations à venir : nos organisations doivent tendre vers plus de mutualisation, de coopération et d'intelligence collective. »



Issu Jeu de rôles, séminaire collaboratif 4 et 5 juillet 2012

Des travaux communs...

Parmi les objets d'interface identifiés par les collectivités, on peut citer :

la mobilité durable, l'aménagement et la gestion des espaces publics, la gestion urbaine de proximité, l'économie sociale et solidaire, la clause d'insertion, l'intégration bancaire, l'équité fiscale, la solvabilité des ménages, la lutte contre le cumul des inégalités sociales et écologiques, la précarité énergétique, la santé et l'environnement, le handicap, la conciliation des temps, les usagers du CCAS, l'association des habitants, la capacitation citoyenne, la définition de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être.....

Extrait rapport GT Ouest, juin 2012

Des travaux communs

La nécessité de travailler sur des objets communs (précarité énergétique, culture...) de travail pour vivre/expérimenter/incarner la transversalité et la cohésion sociale dans le DD.

Idées force séminaire collaboratif, 5 juillet 2012

Mobiliser largement pour mieux vivre ensemble

- **Une nouvelle dimension à la participation**
- **Mettre en capacité par l'éducation populaire**
- **La participation jusque dans l'action :
l'exemple de la culture**

Mobiliser largement pour mieux vivre ensemble

«Qui a dit qu'il fallait manger trois fois par jour ? Et que plus on est gavé, mieux on se porte ?...C'est faux. Ce dont les hommes ont besoin, c'est de plus d'humanité. La précarité est trop souvent associée à l'inculture et à l'absence d'autonomie. On décide trop souvent sur notre dos». Paroles d'allocataires du RSA, Forum permanent de l'insertion, Lille.

De l'habitant à l'élu : « donnez-nous les moyens d'agir et prenez en compte notre parole pour améliorer notre quotidien de vie ».



Issu Jeu de rôles, séminaire collaboratif 4 et 5 juillet 2012

Évaluer collectivement notre bien être, nos richesses

- **L'évaluation, un mode d'invention de nouveaux projets**
- **L'évaluation, un mode de conduite de l'action publique transversale**
- **Mesurer bien être et vivre ensemble**

Évaluer collectivement notre bien être, nos richesses

Pourquoi et comment mesurer le bien-être?

« Il était temps de mettre un peu de bonheur dans les indicateurs traditionnels. La croissance ne suffit pas au bien-être des personnes. La reconnaissance au travail, le lien social entrent aussi en ligne de compte. »

Pour les élus, ces indicateurs sont des outils précieux, car ils permettent d'évaluer le capital social, la qualité de vie des habitants ou la solidarité, et ainsi de guider leurs choix. »

Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle, extrait rapport GT Nord-Pas de Calais, juin 2012

Evaluer collectivement notre bien être, nos richesses

À Saint Orens de Gameville, une Analyse des Besoins Sociaux (ABS) réalisée en régie par le Centre Communal d'Action Sociale, partagée avec l'ensemble des services et partenaires de la commune, traduit la volonté de créer une université populaire des services publics en mettant autour de la table tous ceux qui sont concernés, d'élever collectivement les connaissances à partir d'un éclairage et de problématiques concrètes et de créer un référentiel d'évaluation de l'évolution des territoires en matière d'environnement et de bien-être social.

Extrait rapport GT Midi-Pyrénées.



Évaluer collectivement notre bien être, nos richesses

« S.P.I.R.A.L est une méthodologie coconstruite de progrès, vers la capacité de la société à assurer le bien-être de tous, par le développement de la coresponsabilité. Développée dans plus de 200 villes en Europe, elle est expérimentée en France à Mulhouse et dans un quartier de Roubaix. Par la concertation, la démarche interroge la notion de bien-être dans un quartier, une ville, un territoire, avec ses acteurs (élus, techniciens, habitants), comment les politiques locales y répondent, quelles sont les marges de progrès, quelle stratégie pourrait être mise en place avec quel plan d'actions de coresponsabilité. »

Samuel Thirion, responsable de la Division de la Recherche et Développement de la Cohésion sociale du Conseil de l'Europe

**CO-RESPONSABILITE SOCIETALE
SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE
TERRITORIALE ET PARTICIPATIVE**

Mots clefs : PLAISIR, DESIR ET CONFIANCE

Le changement viendra avant tout de la société civile qui bousculera les politiques : l'importance des démarches avec la population et les acteurs.

**L'ENRICHISSEMENT DES AGENDAS 21 LOCAUX PASSE PAR :
LA TRANSVERSALITÉ ACCRUE
UNE LECTURE POSITIVE DES DIFFÉRENCES DE CULTURE.**

Idées force séminaire collaboratif 5 juillet 2012



Les suites.....

- **Des productions supports à des interventions, formations : vidéos, mallette pédagogique, jeu de cartes.... en ligne.**
- **Un document-repères issu des cinq rapports des GT , en ligne**
- **Des panneaux de présentation de la démarche et des travaux des GT en ligne**
- **Des « chantiers pour l'avenir » à développer....**
- AMO : Corinne Creissels, SYDO, Virus 36.
- Comité technique : Sandrine Fournis, Céline Braillon BT ; Marie-Dominique Calça, professeur d'anthropologie ; Antoine Goxe CERDD, Renée Bacqueville, Florence Bordere, Céline Cardin, Florence Drouy, Juliette Maitre, Nathalie Racineux, CETE

Merci de votre attention !

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Agenda-21-et-demarches-locales-de-.html>

<http://observatoire-territoires-durables.org/>

